

Le marché en bref 06/2026

Revue des marchés
et sujets d'actualité

Actions et matières premières 02

- Marchés des actions en zone de tension
- D'un côté, de bons chiffres pour les entreprises
- De l'autre, des risques financiers et géopolitiques

Revenu fixe 05

- Les emprunts d'Etat sont à nouveau attractifs
- L'inflation persiste
- Il n'est pas question de baisser les taux d'intérêt

Placements alternatifs 08

- L'avenir énergétique pour l'Europe
- Trois scénarios pour une plus grande souveraineté
- Tous nécessitent de gros investissements

Le marché en zone de tension



Sur le marché mondial des actions, la situation est tendue: on constate d'une part la solide rentabilité de nombre d'entreprises et, de l'autre, l'existence de facteurs de risque macroéconomiques et géopolitiques significatifs.

Les données fondamentales robustes des entreprises cotées en bourse ont un effet positif. Les bilans restent très solides, l'endettement est majoritairement bien structuré et à long terme, et les marges opérationnelles montrent une résistance étonnante en dépit de la hausse des coûts. Ces dernières années, les entreprises ont appris à gérer une inflation plus élevée, une pression salariale constante et des adaptations complexes au niveau de la chaîne d'approvisionnement. Cela constitue une base stable et fiable pour l'ensemble du marché, car la résilience opérationnelle préserve les marchés des brusques régressions systémiques.

Les entreprises dépassent les attentes

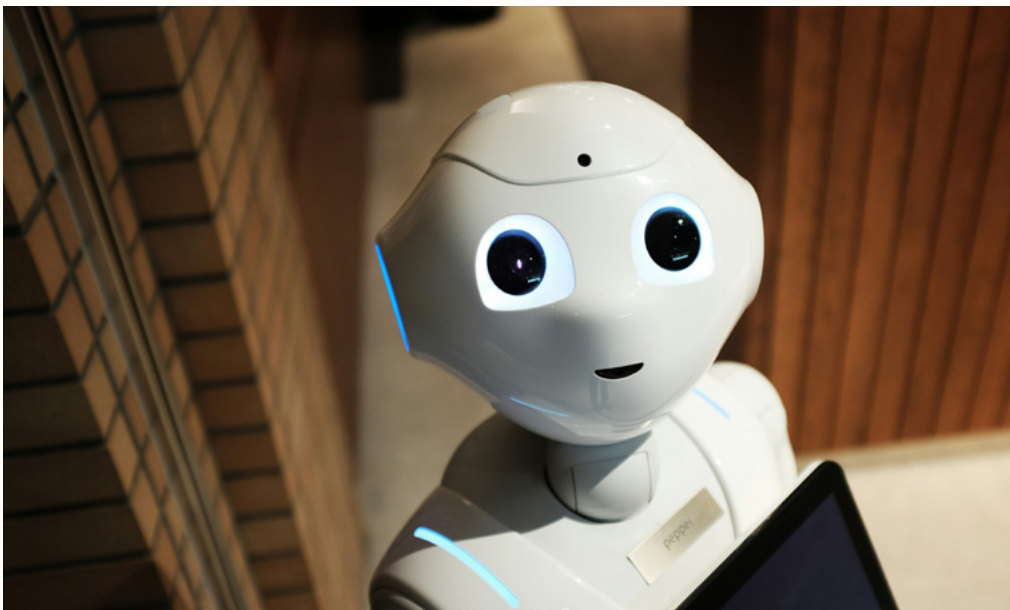
Ce côté positif se manifeste également dans les derniers profits trimestriels: sur les derniers trimestres, les rapports d'entreprises ont montré des résultats majoritairement solides, qui ont même légèrement dépassé les attentes exigeantes du marché dans de nombreux secteurs. Beaucoup de grandes entreprises se sont illustrées par leur capacité remarquable à fixer des prix leur permettant de répercuter la hausse des coûts de base sur les consommateurs finaux. Néanmoins, les perspectives pour les trimestres à venir montrent une différenciation de plus en plus marquée.

Actions et matières premières

La barre qui mesure la croissance future des bénéfices est désormais placée haut et l'environnement macroéconomique ne laisse plus aucune marge de manœuvre permettant d'absorber des contre-performances opérationnelles, ce qui restreint nettement le potentiel de hausse des grands indices à court terme.

L'IA touche désormais les prestataires de services classiques

Un facteur déterminant de l'humeur générale du marché reste l'engouement durable pour l'IA. L'enthousiasme qu'elle suscite et la transformation numérique totale restent un puissant catalyseur sur les plateformes de négoce. Alors que la première vague a surtout profité aux purs fournisseurs de matériel informatique et d'infrastructures, cette tendance gagne progressivement les éditeurs de logiciels et les prestataires de services classiques, qui intègrent l'intelligence artificielle dans leurs processus pour accroître leur productivité. Cette évolution renforce les prévisions de croissance à long terme des analystes, tout en conduisant à des évaluations fondamentales complexes. Les ratios cours/bénéfices, en particulier dans le secteur technologique mondial, sont bien supérieurs à la moyenne historique et supposent un scénario macroéconomique quasi parfait.

**Rotation de la technologie vers l'énergie et les infrastructures**

On observe aussi un sain éloignement des pics du marché générés uniquement par les grandes valeurs technologiques au profit d'une base nettement plus large. Car à côté du secteur technologique, les produits de consommation cycliques, les valeurs énergétiques et les valeurs industrielles, qui bénéficient directement des programmes d'infrastructure étatiques, ont de plus en plus le vent en poupe. Sur le plan régional, l'attention se concentre clairement sur les Etats-Unis et l'UE. Les Etats-Unis restent le principal moteur de la croissance et de l'innovation, grâce à une solide économie intérieure et à une forte propension à consommer. En revanche, les actions européennes offrent certes des valorisations structurellement plus attractives, car plus avantageuses, mais elles sont traditionnellement plus sensibles aux entraves internationales au commerce et présentent une dynamique beaucoup plus faible dans le secteur technologique d'avenir.

Actions et matières premières**L'or reste une valeur sûre**

La dynamique des marchés des matières premières influe notablement sur les marchés des actions. Les prix constamment élevés et volatils du pétrole brut pèsent sur les coûts de transport et de production de larges secteurs industriels, mais ils soutiennent le secteur énergétique traditionnel, d'où une plus forte divergence sectorielle. En outre, le prix élevé de l'or reflète un besoin de sécurité accru des acteurs du marché: en période de forte agitation géopolitique, l'or joue le rôle d'une classique couverture de sécurité. On peut en déduire que la stabilité des indices des actions masque d'importantes inquiétudes systémiques, ce qui atténue le caractère durable des pures spéculations à la hausse.

**Et l'inflation guette toujours**

Les aspects positifs se heurtent à d'importants facteurs de risque structurels. Le risque que l'inflation rebondisse ou s'installe durablement dégrade les multiples d'évaluation, car des taux d'intérêt plus élevés réduisent la valeur actuelle des bénéfices futurs. De plus, les tensions géopolitiques persistantes entre l'Iran et les Etats-Unis affectent sensiblement le marché. Les conflits au Proche-Orient présentent le risque permanent de brusques chocs affectant l'offre de pétrole et de gaz, ainsi que d'une perturbation massive des routes commerciales mondiales. Ces risques pèsent sur l'humeur du marché et constituent un contreponds déterminant et imprévisible aux forts bénéfices actuels des entreprises. A la fin du mois, les espoirs d'une solution diplomatique au Proche-Orient et les perspectives d'un accord se sont éloignés. Sur les places boursières, le blocage du détroit d'Ormuz alimente les craintes d'un choc pétrolier durable. Cela a considérablement réduit la propension au risque des investisseurs juste avant la fin du mois.

Les emprunts d'Etat sont à nouveau rentables



Le marché obligataire mondial traverse une phase de consolidation difficile, marquée par une interaction dynamique entre la politique monétaire et les données conjoncturelles. Mais le principal sujet macroéconomique demeure le risque inflationniste persistant.

Bien que le renchérissement général se soit éloigné de ses sommets historiques dans de nombreuses régions, l'inflation sous-jacente s'avère extrêmement tenace. Divers facteurs tels que la décarbonation de l'économie, la réorientation des chaînes d'approvisionnement internationales ou les revendications salariales toujours élevées, entravent une baisse rapide vers les valeurs cibles des banques centrales. Ce bruit de fond inflationniste tenace limite également la marge de manœuvre pour des baisses rapides des taux d'intérêt et maintient la volatilité élevée à l'extrémité de la courbe des taux.

Les taux d'intérêt restent plus élevés

Cette vigueur conjoncturelle durable réduit le risque de sérieuses pertes sur prêts généralisés dans le système. Dans le même temps, elle libère les banques centrales de la pression que constituerait un assouplissement rapide et agressif de la politique monétaire. Pour le marché des obligations, cela signifie qu'un fort repli économique est très improbable. Cela soutient les bases du marché. Mais les taux d'intérêt restent élevés plus longtemps.

Revenu fixe**Les prix des matières premières accroissent les pressions inflationnistes**

Les évolutions concernant les principales matières premières mondiales renforcent considérablement cette dynamique des taux d'intérêt. Les fluctuations du prix du pétrole brut influent directement sur les prix à la consommation au travers des coûts du transport et de l'énergie, et stimulent les prévisions d'inflation des acteurs du marché. Cela impose aux marchés obligataires une prime de risque supplémentaire pour le renchérissement. Et la force persistante de l'or comme forme de placement sans taux intérêt montre que les investisseurs souhaitent protéger le pouvoir d'achat réel malgré les rendements nominaux attractifs des obligations. Un prix de l'or élevé est souvent le signe d'un scepticisme quant à la stabilité à long terme des monnaies fiduciaires dans un environnement durablement inflationniste, ce qui accentue la pression sur les rendements des emprunts d'Etat.

**Les emprunts d'Etat renouent enfin avec le rendement**

Sur le plan de la politique monétaire, les prix intègrent largement un relèvement des taux directeurs par la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE). Les marchés savent maintenant que l'ère du laxisme et des taux d'intérêt négatifs est révolue. Les banques centrales affichent logiquement une politique de maintien prolongé des taux à un niveau élevé pour atténuer durablement et définitivement la pression inflationniste. Cette pratique restrictive se reflète directement dans les emprunts d'Etat: la hausse des rendements des bons du Trésor aux Etats-Unis et de ceux du Bund en Europe prédomine. Les emprunts d'Etat à dix ans évoluent désormais à un niveau qui fait de ces titres à taux fixe de véritables options rentables sur le marché des capitaux, après des années de taux d'intérêt nuls. Les emprunts d'Etat offrent à nouveau une base solide et servent de référence fiable pour tout l'éventail des taux d'intérêt.

Revenu fixe**Préférence pour les obligations d'entreprises de premier ordre**

Dans le segment des obligations d'entreprises (corporates), on constate une situation nettement plus nuancée et prudente. Les écarts de crédit, c'est-à-dire les primes de risque des corporates par rapport aux emprunts d'Etat sans risque, affichent un niveau historiquement très réduit. Le marché récompense ainsi les bilans très sains et la stabilité des flux de trésorerie des entreprises, qui sont soutenus par la bonne situation économique. Compte tenu des écarts étroits, le rapport risque/opportunité est cependant asymétriquement faussé pour les titres de qualité inférieure: un soudain creusement des écarts en cas de léger ralentissement conjoncturel est bien plus probable qu'un nouveau resserrement. C'est pourquoi on observe sur le marché une nette préférence pour les emprunteurs de premier ordre dans le segment «investment grade» des obligations d'entreprises, tandis que les segments plus risqués comme le «high yield» sont considérés avec de plus en plus de réserves.

**Conclusion pour les investisseuses et les investisseurs**

En résumé, le marché obligataire offre à nouveau un taux de rendement courant attractif en raison de la hausse des rendements nominaux, tant pour les emprunts d'Etat que pour les obligations d'entreprises de qualité. Le potentiel de gains significatifs sur les cours grâce à une baisse des rendements est cependant plafonné à court terme en raison des risques d'inflation latents, de la dynamique des prix des matières premières et de l'attitude restrictive de la Fed et de la BCE. L'environnement du marché reste globalement marqué par la volonté des acteurs de percevoir en toute sécurité les rendements actuels à l'échéance, tandis qu'une gestion de la durée prudente et tenant compte des risques est prioritaire sur le marché.

Scénarios pour le futur système énergétique de l'Europe



Trois scénarios montrent comment le système énergétique européen peut être électrifié d'ici 2050, tout en devenant compétitif et résilient. Et quels investissements s'imposent pour y parvenir.

Pour que l'Europe puisse être approvisionnée de manière fiable en énergie propre et abordable d'ici 2050, il est nécessaire de réaliser un grand développement commun du réseau. Différentes initiatives montrent précisément où, comment et quand il faut investir d'ici 2050 pour le réaliser de manière optimale. Car le système énergétique européen est confronté à un changement radical: passer du pétrole et du gaz, en grande partie importés, à de l'électricité produite localement. Une nécessité amplifiée par les crises géopolitiques et économiques mondiales, qui accentuent la pression sur le monde politique et l'économie. Des initiatives majeures ont donc vu le jour, telles que le EU Clean Industrial Deal, le paquet réseaux de la Commission européenne et le programme REPowerEU. La compétitivité de l'industrie européenne, une énergie à des prix abordables et la résilience systémique sont au cœur des préoccupations.

Trois scénarios possibles pour le futur système énergétique de l'Europe illustrent précisément la possible conception de l'infrastructure de demain. Il sera en tout cas crucial de renforcer durablement la compétitivité et la souveraineté énergétique de

Placements alternatifs

l'Europe, tout en fournissant un approvisionnement énergétique abordable, résilient et sans CO₂. Chacune de ces trois voies est définie par des hypothèses spécifiques concernant les ambitions politiques, les décisions d'investissement et les conditions-cadres structurelles. L'interaction de ces variables conduit à des résultats différenciés, qui façonneront de manière déterminante l'avenir énergétique du continent.

Les ménages européens et l'industrie paient le prix de cette absence de modernisation

Scénario 1 :**Compétitivité et résilience (transition équilibrée)**

Dans ce scénario, l'Europe emprunte une voie de transition équilibrée et pragmatique. L'accent est mis sur une électrification cohérente et directe pour le chauffage et le refroidissement des bâtiments au moyen de pompes à chaleur, ainsi que sur la mobilité électrique pour la circulation routière. Dans le même temps, les secteurs industriels très énergivores sont décarbonés grâce à l'utilisation ciblée de la biomasse et des carburants électriques d'origine synthétique. Ces alternatives moléculaires sont privilégiées là où elles sont économiquement rentables et où une électrification directe se heurte à des limites techniques. La dépendance à l'égard des importations d'énergie est considérablement réduite grâce au développement massif de l'électricité éolienne et solaire régionale et aux nouveaux réseaux de distribution intelligents. Une transition énergétique peut être ainsi réalisée dans la plupart des secteurs, à l'exception de certaines niches présentant des coûts de réduction de CO₂ élevés et nécessitant des délais de transition réglementaires.

Scénario 2 :**Transformation retardée (slow transition)**

Ce scénario se caractérise par de faibles changements structurels et une inertie sur le plan politique. La transition énergétique piétine en raison d'un fort ralentissement des investissements publics et privés dû aux incertitudes réglementaires; le statu quo est largement maintenu. Une faible électrification directe des ménages et de l'industrie entretient une dépendance périlleuse du système énergétique européen aux combustibles fossiles et aux importations d'énergie volatiles. Les ménages européens et l'industrie paient le prix de cette absence de modernisation: ils sont constamment confrontés au coût élevé de l'énergie et des certificats CO₂ et ils subissent fortement les inconvénients de leur localisation par rapport à la concurrence mondiale.

Scénario 3 :**Décarbonation totale (zéro émission nette)**

L'Europe mise largement sur l'hydrogène vert, de grandes capacités de stockage et un super-réseau européen doté de fortes interconnexions. Le continent sera ainsi totalement indépendant sur le plan énergétique d'ici 2050 et réalisera la pleine neutralité climatique.

Placements alternatifs**Quelles sont les conclusions pour la Suisse?**

La Suisse doit coordonner étroitement sa politique énergétique avec le développement du réseau européen afin d'éviter d'être trop pénalisée par les inconvénients liés à sa localisation. La réussite du scénario 1, pragmatique, assurerait au pays une alimentation en électricité stable pour les pompes à chaleur et la mobilité électrique grâce au développement de réseaux de distribution intelligents. En revanche, une mutation marquant le pas en Europe (scénario 2) pèserait aussi lourdement sur l'économie suisse en raison des prix élevés à l'importation et des dépendances aux énergies fossiles. Concernant l'ambitieux scénario 3 du net zéro, une participation directe de la Suisse au réseau d'hydrogène vert et au super-réseau européen devient vitale. En tant que plaque tournante de l'Europe pour l'électricité, la Suisse est sous pression pour conclure de forts accords avec l'UE malgré les obstacles politiques.

Sources

- CIP Copenhagen Infrastructure Partners: Charging Ahead, A Roadmap for Electrified, Competitive and Resilient European Energy System, 2026

Tellco Banque SA – Votre partenaire de financement immobilier

En tant que spécialistes de la prévoyance et du patrimoine, nous sommes heureux de vous épauler dans le financement et acquisition du projet de vos rêves. Nos offres globales vous placent, vous et vos besoins, au centre de nos activités et nous vous proposons des solutions taillées sur mesure pour votre propre logement.

Tellco Banque SA est une banque suisse supervisée par la FINMA dont le siège se trouve à Schwyz.

Nos experts en financement vous apporteront un conseil personnalisé. N'hésitez pas à nous contacter.

kredite@tellco.ch
058 442 91 00

Taux d'intérêt indicatifs* en juin 2026

| | | |
|-------------------------------|---------|-------------|
| Hypothèque à taux fixe | 3 ans | 1,35% |
| | 5 ans | 1,45% |
| | 7 ans | 1,60% |
| | 10 ans | 1,75% |
| Hypothèque SARON** | SARON + | 0,90% Marge |

* Ces taux d'intérêt sont des valeurs indicatives pour les hypothèques de premier rang sur les logements à usage propre. Ils s'appliquent à des logements de premier ordre et à des emprunteurs dont la solvabilité est irréprochable.

** Le taux d'intérêt est d'au moins 0 %, plus la marge.

Produits Tellco

Produits Tellco



Tellco Classic

| | ISIN | Tranche | 30 mai | % mai | % YTD | Web |
|-----------------------------------|---------------|---------|--------|--------|--------|----------------------------|
| Tellco Classic Aktien Alkimia ESG | CH05444465831 | V | 178,44 | -0,71% | 11,78% | Mehr Infos |
| | CH05444465823 | R | 167,92 | -0,73% | 11,63% | |
| | CH1116144333 | P | 130,68 | -0,71% | 11,76% | |

* Pas encore lancé

Tellco Classic Stratégie

| | ISIN | Tranche | 30 mai | % mai | % YTD | Web |
|------------------------------|---------------|---------|--------|-------|-------|----------------------------|
| Tellco Classic Stratégie 10 | CH0450199770 | V | 126,53 | 0,29% | 0,56% | Mehr Infos |
| | CH05444445619 | R* | - | - | - | |
| Tellco Classic Stratégie 25 | CH0450201261 | V | 141,14 | 0,68% | 1,61% | Mehr Infos |
| | CH05444465658 | R | - | - | - | |
| Tellco Classic Stratégie 45 | CH0450201329 | V | 165,65 | 1,71% | 2,81% | Mehr Infos |
| | CH05444465757 | R* | - | - | - | |
| Tellco Classic Stratégie 100 | CH0450382632 | V | 161,23 | 3,71% | 5,88% | Mehr Infos |
| | CH05444465773 | R | 93,80 | 3,72% | 5,87% | |

* Pas encore lancé

Remarque

Tranche R : Cette catégorie de parts s'adresse aux investisseurs privés et qualifiés.

Tranche V : Cette catégorie de parts est exclusivement réservée aux institutions de prévoyance suisses fiscalement reconnues (p. ex. caisses de pension, fondations de libre passage et fondations du pilier 3a).

Tranche P : Cette catégorie de parts s'adresse aux investisseurs privés et qualifiés.

Les Nombres

Les Nombres

Pays / PIB

| | 2026 | 2027 | 2028 |
|------------|-------|-------|-------|
| États-Unis | 2,10% | 2,00% | 2,19% |
| Zone euro | 0,80% | 1,29% | 1,45% |
| Japon | 0,69% | 0,80% | 1,00% |
| Chine | 4,60% | 4,40% | 4,40% |
| Suisse | 1,10% | 1,40% | 1,40% |

Pays / IPC

| | 2026 | 2027 | 2028 |
|------------|-------|-------|-------|
| États-Unis | 3,50% | 2,40% | 2,30% |
| Zone euro | 2,90% | 2,10% | 2,00% |
| Japon | 2,10% | 2,10% | 1,90% |
| Chine | 1,05% | 1,10% | 1,50% |
| Suisse | 0,60% | 0,70% | 0,80% |

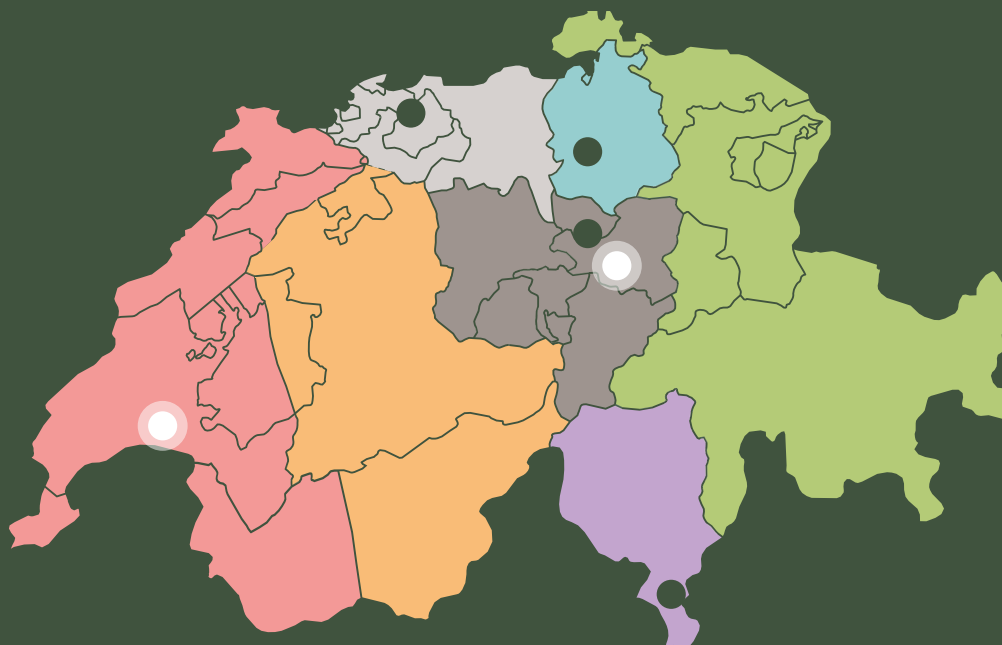
Mentions légales

Le présent document a été élaboré par Tellco Banque SA (ci-après «Tellco») en toute bonne foi. Tellco ne donne toutefois aucune garantie quant à son contenu et à son exhaustivité et décline toute responsabilité quant aux pertes résultant de l'utilisation de ces informations. Les déclarations de Tellco contenues dans le présent rapport mensuel sont susceptibles de changer à tout moment sans préavis. Sauf mention contraire, les chiffres et les données n'ont pas été vérifiés. La présente publication a une visée purement informative et ne constitue pas une recommandation de placement. Elle ne remplace aucunement le conseil qualifié nécessaire préalable à toute décision d'achat, en particulier en ce qui concerne les risques liés à l'achat. Le présent document ne peut être reproduit ni intégralement ni partiellement sans l'accord écrit de Tellco. Il ne s'adresse expressément pas aux personnes qui, en raison de leur nationalité ou de leur domicile, ne sont pas autorisées à accéder à de telles informations sur la base de la législation en vigueur.


tellco

Tellco Banque SA
Bahnhofstrasse 4
6431 Schwyz
Suisse


info@tellco.ch
+41 58 442 12 91
tellco.ch





Sites


 **Siège (Schwyz) et administration régionale**


Romandie (Lausanne)
+41 58 442 12 91
info@tellco.ch


 **Zurich**
+41 58 442 26 00
zurich@tellco.ch


 **Suisse centrale**
+41 58 442 26 20
zentralschweiz@tellco.ch

 **Suisse orientale**
+41 58 442 26 40
ostschweiz@tellco.ch

 **Suisse du Nord-Ouest**
+41 58 442 26 80
nordwestschweiz@tellco.ch

 **Plateau suisse**
+41 58 442 26 60
mittelland@tellco.ch

 **Suisse romande**
+41 58 442 25 00
romandie@tellco.ch

 **Tessin**
+41 58 442 27 00
ticino@tellco.ch